

Après les Conseils d'Administration du CNRS et de l'INSERM du 6 décembre 2007

Jeudi 6 décembre, les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur manifestaient dans les rues de Paris et de nombreuses villes de province contre la loi « Libertés et Responsabilités des Universités » et contre les menaces pesant sur l'avenir des EPST, notamment du CNRS et de l'INSERM. L'importance de la mobilisation est le reflet des inquiétudes de la communauté scientifique. Le même jour se tenaient les Conseils d'Administration (CA) du CNRS et de l'INSERM.

Aucun des éléments débattus aux Conseils d'Administration du CNRS et de l'INSERM ne permet de lever les inquiétudes des personnels, que ce soit sur la politique budgétaire ou sur les rares informations de politique générale données en séance.

Les élus des personnels au CA sont intervenus pour connaître l'avancée de la mission confiée à François d'Aubert sur l'avenir des UMR, savoir si la recherche médicale sera ou non placée sous la tutelle exclusive des UFR de médecine (comme le préconise le conseiller spécial du Président Sarkozy), et enfin porter leur appréciation sur le budget 2008.

Des Réformes en préparation

La **mission d'Aubert** va bientôt sortir de son hibernation. La première réunion se tiendra mercredi 12 décembre, y participeront 5 EPST (CNRS, INSERM, INRA, INRIA et IRD), 5 universités (les trois représentées au bureau de la CPU plus l'université de Limoges et celle de Paris 6), ainsi que 5 experts. Selon G. Bloch, représentant du Ministère pour la Recherche, l'objectif de la mission est de réfléchir à l'articulation des EPST et des Universités sans « a priori » avec, comme date butoir, fin mars 2008. A notre demande de rendre publique la lettre de mission de François D'Aubert, la réponse est : « je pousserai à sa publication ». Espérons que la poussée sera plus forte que pour la publication de la lettre envoyée à la direction du CNRS début octobre ! Pour Bloch, le plan stratégique du CNRS ne pourra se rediscuter qu'après le mois de mars.

Arnold Migus (DG CNRS) nous a informé du lancement d'une réflexion sur un **contrat d'objectif et de moyens** pour les 3 prochaines années. On pouvait interpréter les mimiques de certains membres du CA du CNRS par : 3 ans d'espérance de vie, c'est toujours ça de pris. Pour ce qui concerne la recherche en santé humaine, G. Bloch a répondu que les UFR de médecine sont seulement le lieu de la mise en œuvre locale. Mais, de l'avis du SNTRS-CGT ceci n'est pas contradictoire avec la notion d'agence de moyens.

André Syrota, Directeur Général de l'INSERM, a fait savoir au CA qu'il avait notamment pour **mission d'élaborer un « schéma d'organisation » de la recherche biomédicale française, ainsi qu'un « plan stratégique », « pour le premier semestre 2008 »**. Il s'agirait notamment, pour l'Inserm, de coordonner les différentes agences de recherche médicale, les différents « instituts », par la création d'un réseau. Le contrat d'objectifs et de moyens de l'INSERM serait ensuite élaboré, à la fin de l'année 2008. Pour le SNTRS CGT, nous restons toujours dans l'incertitude : y aura-t-il toujours, dans ce cadre, des recrutements spécifiques à l'INSERM, qui risque de devenir une « super agence de moyen » pour la recherche biomédicale ? En outre, les élections au Conseil Scientifique et aux Commissions Scientifiques Spécialisées se déroulant en ce moment, ce plan stratégique s'élaborera sans ces instances internes.

Un budget inacceptable pour 2008

Concernant le **budget 2008** en débat lors du CA, l'augmentation annoncée de 4,9% (CNRS) et de 6,3% (INSERM) de la subvention d'Etat sera entièrement consommée par des mesures techniques : relèvement du taux de cotisation aux pension civiles et prise en compte en année pleine des recrutements 2007. Hors ces mesures, **l'augmentation réelle de la subvention de l'Etat au CNRS et à l'INSERM est de l'ordre de 0,6% soit bien en dessous de l'inflation**. C'est au mieux une stagnation des crédits des organismes de recherche pour 2008. De plus, **ce budget ne prévoit aucune création de postes de chercheurs ou d'ITA (ingénieur, techniciens et administratifs)**. Pour ces raisons les élus SNTRS CGT, SGEN CFDT et SNCS FSU ont voté contre ce budget aussi bien au CA du CNRS que de l'INSERM.

En effet, cette stagnation globale de la subvention d'Etat aux organismes affectera fortement le fonctionnement des labos, en particulier ceux qui n'auront pas de projets financés par l'ANR. Les soutiens de bases aux labos vont baisser de 6,6 % en moyenne, cette baisse s'ajoutant à celle de 2% de l'an dernier va fortement affecter le fonctionnement des labos. A nos remarques, la direction répond sur deux registres : les contrats ANR amèneront d'autres ressources aux équipes, et cela aurait pu être pire si le gel avait été maintenu à 6 % comme prévu initialement. (il est actuellement de 2,5%). Il n'y a eu aucune réponse précise sur la manière dont cette baisse sera répercutée dans les labos. La direction s'est engagée en séance à respecter les engagements des contrats quadriennaux. **Cette baisse sera supportée principalement par les petites unités**, en prélude à un désengagement progressif du CNRS. Si tel était le cas, cela correspondrait bien à l'idée souvent annoncée par la direction de transformer le CNRS en un institut Max Planck à la française, (le Max Planck est interdisciplinaire mais ne rassemble que de très gros laboratoires). Le risque pour la recherche française sera important. Les petits laboratoires sont aussi des laboratoires de qualité, souvent sur des créneaux spécifiques peu développés ailleurs. Penser que l'université va pouvoir se substituer au CNRS dans leur financement est une illusion, car dans le cadre de l'autonomie les universités devront faire face à d'autres chantiers très lourds et très coûteux.

La politique du ministère est de développer encore plus le financement sur projet : traduisez sur appel d'offre. Même en augmentant le montant du préciput des contrats ANR à 11%, cela ne remplacera pas le soutien de base. Le SNTRS demande un rééquilibrage rapide des budgets accordés aux agences de financement comme l'ANR vers les opérateurs que sont les EPST et les universités. La politique du « tout contrat » menée actuellement par le ministère fragilise les EPST mais aussi les universités, elle accentue les effets de mode, détruit les équipes qui ne sont pas dans les créneaux et développe excessivement la précarité des jeunes scientifiques.

Le SNTRS appelle l'ensemble des personnels à se battre contre les choix imposés par le gouvernement. Défendre les EPST et le statut des personnels, c'est aussi défendre les labos. Cela passe par la défense du principe de la cotutelle des UMR par les EPST et les universités. Les mois qui viennent seront décisifs, car tout n'est pas encore décidé. Il faudra créer un rapport de force contre ceux qui, de l'extérieur, veulent casser notre système de recherche pour le remplacer par un modèle qui combine l'autoritarisme politique et la déréglementation, et ceux qui, de l'intérieur, préconisent des solutions bureaucratiques et contre-productives.